

In Erwägung der Notwendigkeit, dieser Provinz die Möglichkeit zu geben, ihren Verpflichtungen nachzukommen, und ihr dringend die Liquidität insbesondere zur Deckung ihrer Personalausgaben zu gewähren;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Einzig Artikel. Ein Betrag von 422,5 Millionen wird der Provinz Wallonisch-Brabant gewährt.

Dieser Betrag wird dem "S.A. Crédit Communal de Belgique" (Gemeindekredit Belgiens) überwiesen, mit der Verpflichtung, dem Konto der Provinz Wallonisch-Brabant entsprechend gutzuschreiben.

Namur, den 19. Januar 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,

B. ANSELME

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 95 — 642

[C — WIN — I — 27132]

19 JANUARI 1995. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van een fonds aan de provincie Waals-Brabant voor 1995

De Waalse Regering,

Gelet op de Belgische Grondwet, inzonderheid op artikel 5 van titel I; alsook op titel IX waarin is bepaald dat het Waalse Gewest vanaf 1 januari 1995 een bijkomende provincie telt, met name de provincie Waals-Brabant;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

Gelet op het decreet van 16 december 1994 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1995;

Gelet op de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1995, inzonderheid op artikel 43.04, afdeling 14, programma 03;

Gelet op de specifieke financiële toestand van de nieuwe provincie, ten gevolge van de oprichting ervan;

Overwegende dat de provincie Waals-Brabant haar verplichtingen moet kunnen nakomen en dat ze onverwijld over de vereiste liquide middelen moet kunnen beschikken om met name haar personeelskosten te kunnen dragen;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

Besluit:

Enig artikel. Er wordt een bedrag van 422,5 miljoen aan de provincie Waals-Brabant toegekend.

Dit bedrag wordt gestort aan de n.v. "Gemeentekrediet van België", onder voorwaarde dat zij het bedrag bijschrijft op de rekening van de provincie Waals-Brabant.

Namen, 19 januari 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

B. ANSELME

F. 95 — 643

[C — WIN — I — 27131]

19 JANVIER 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon portant le règlement des autorisations de faire circuler des véhicules autres que de navigation sur les berges, les digues ainsi que dans le lit des cours d'eau et les passages à gué, en exécution de l'article 58bis de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment les articles 58bis à 58quater, y insérés par le décret du 21 avril 1994;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de réaliser les travaux hydrauliques protégeant les zones habitées ainsi que la nécessité d'assurer la continuité de la gestion forestière;

Considérant qu'il importe de pouvoir autoriser la circulation sur les berges et les digues ainsi que dans le lit des cours d'eau et les passages à gué de véhicules autres que de navigation lorsqu'il n'existe aucune autre solution satisfaisante;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics et du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. Lorsque des travaux hydrauliques nécessitent la circulation d'un ou plusieurs véhicules sur les berges et les digues ainsi que dans le lit des cours d'eau et les passages à gué, le gestionnaire du cours d'eau en informe l'inspecteur général de la Division de la Nature et des Forêts et organise sur les lieux une visite préalable avec les services désignés par le fonctionnaire précité.

Le gestionnaire se présente sur les lieux avec les prescriptions liées à la circulation.

La circulation sur les berges, les digues ainsi que dans le lit des cours d'eau ou des passages à gué nécessaire à la réalisation des travaux hydrauliques ne pourra débiter qu'après autorisation :

1° du directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, s'il s'agit d'un cours d'eau navigable visé à l'article 58quater de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ou d'un cours d'eau non navigable de première catégorie;

2° de l'inspecteur général de la Division de la Nature et des Forêts, s'il s'agit d'un autre cours d'eau non navigable.

A défaut pour l'autorité compétente d'avoir notifié sa décision par pli recommandé dans les trente jours suivant la visite préalable, l'autorisation est réputée acquise.

En cas de refus d'autorisation, le requérant peut introduire par envoi recommandé dans les dix jours de la notification de la décision de refus un recours auprès du Ministre ayant la conservation de la nature dans ses attributions, lequel statue dans les soixante jours.

A défaut pour l'autorité compétente d'avoir statué dans le délai requis, l'autorisation est réputée acquise.

Art. 2. Lorsqu'une activité d'exploitation forestière, agricole ou piscicole nécessite la circulation d'un ou plusieurs véhicules sur les berges et les digues ainsi que dans le lit des cours d'eau ou les passages à gué, le requérant introduit une demande, par envoi recommandé, auprès de la Direction de la Division de la Nature et des Forêts de son ressort.

La demande précise la nature exacte des travaux, leur durée ou leur périodicité, ainsi que le type et le nombre de véhicules à mettre en oeuvre.

A défaut pour l'administration précitée d'avoir notifié la décision par pli recommandé dans les trente jours, l'autorisation est réputée acquise.

En cas de refus d'autorisation, le requérant peut introduire, par envoi recommandé, dans les dix jours de la notification de la décision de refus, un recours auprès de l'inspecteur général de la Division de la Nature et des Forêts, lequel statue dans les trente jours.

A défaut pour l'autorité compétente d'avoir statué dans le délai requis, l'autorisation est réputée acquise.

Art. 3. Lorsque des travaux commandés pour des raisons d'utilité publique ou scientifique nécessitent la circulation d'un ou plusieurs véhicules sur les berges et les digues ainsi que dans le lit des cours d'eau et les passages à gué, il est statué dans les mêmes formes et délais que pour les activités d'exploitation forestière, à l'exception du recours qui doit être introduit par envoi recommandé dans les dix jours de la notification de la décision de refus auprès du directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, lequel statue dans les trente jours.

A défaut pour l'autorité compétente d'avoir statué dans le délai requis, l'autorisation est réputée acquise.

Art. 4. L'organisateur d'une activité sportive qui nécessite la circulation d'un ou plusieurs véhicules sur les berges et les digues ainsi que dans le lit des cours d'eau et les passages à gué transmet une demande, par envoi recommandé, au Ministre ayant la conservation de la nature dans ses attributions via le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

La demande précise la nature exacte de l'activité, le nombre de participants, le nombre et le type de véhicules, les dates et horaires.

A défaut pour le Ministre ayant la conservation de la nature dans ses attributions d'avoir notifié la décision par pli recommandé dans les soixante jours, l'autorisation est réputée acquise.

Art. 5. § 1er. L'autorisation peut être délivrée sous conditions.

Elle est toujours limitée dans le temps et ne peut être étendue à d'autres activités que celles qui ont fait l'objet de la demande.

§ 2. L'autorisation visée au § 1er n'exclut pas le respect d'autres obligations légales ou réglementaires.

Art. 6. Lors de circonstances exceptionnelles ou imprévues provoquant un danger ou imposant une intervention urgente, la circulation sur les berges et les digues ainsi que dans le lit des cours d'eau et les passages à gué sera permise sans autorisation.

Une information sera immédiatement transmise à l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation.

Cette information sera confirmée par pli recommandé dans les plus brefs délais.

Art. 7. Le Ministre ayant la conservation de la nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 janvier 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Économie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre des Travaux publics,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTJEN

ÜBERSETZUNG

D. 95 — 643

[C — WIN — I — 27131]

19. JANUAR 1995. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Regelung der Genehmigungen, nicht für die Schifffahrt bestimmte Fahrzeugen auf den Ufern, Deichen sowie auf Flußbetten und in den Furten der Wasserläufe fahren zu lassen in Anwendung von Artikel 58bis des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, insbesondere der Artikel 58bis bis 58quater, eingefügt durch das Dekret vom 21. April 1994;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch die Notwendigkeit begründet ist, die hydraulischen Arbeiten zum Schutz der Wohngebiete auszuführen sowie die Weiterführung der Forstverwaltung zu gewährleisten;

In der Erwägung, daß es unbedingt notwendig ist, nicht für die Schifffahrt bestimmte Fahrzeuge, auf den Ufern, Deichen sowie auf Flußbetten und in den Furten der Wasserläufe fahren zu lassen, wenn keine andere genügende Lösung vorhanden ist;

Auf Vorschlag des Ministers der Öffentlichen Arbeiten und des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1. Wenn hydraulische Arbeiten das Fahren von einem bzw. mehreren Fahrzeugen auf Ufern, Deichen sowie auf Flußbetten und in den Furten der Wasserläufe erfordern, informiert der Verwalter des Wasserlaufs den Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen darüber und organisiert mit den vom vorerwähnten Beamten bezeichneten Dienststellen eine vorherige Besichtigung an Ort und Stelle.

Der Verwalter kommt an Ort und Stelle und nimmt dabei die mit dem Verkehr solcher Fahrzeuge verbundenen Vorschriften mit.

Der für die Ausführung von hydraulischen Arbeiten notwendige Verkehr auf Ufern, Deichen sowie auf Flußbetten und in den Furten der Wasserläufe darf erst nach der Genehmigung:

1° des Generaldirektors der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, wenn es sich um einen Wasserlauf, der in Artikel 58quater des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur erwähnt ist, oder um einen nicht schiffbaren Wasserlauf der ersten Kategorie handelt;

2° des Generalinspektors der Abteilung Natur und Forstwesen, wenn es sich um einen anderen nicht schiffbaren Wasserlauf handelt, beginnen.

Wenn die zuständige Behörde ihren Beschluß binnen dreißig Tagen nach der vorherigen Besichtigung per Einschreibebrief nicht mitgeteilt hat, wird die Genehmigung als erworben betrachtet.

Bei Ablehnung der Genehmigung kann der Antragsteller binnen zehn Tagen nach der Mitteilung des Ablehnungsbeschlusses per Einschreibebrief beim Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört, Berufung einlegen. Der Minister faßt einen Beschluß binnen sechzig Tagen.

Wenn die zuständige Behörde nicht binnen der erforderlichen Frist ihren Beschluß gefaßt hat, wird die Genehmigung als erworben betrachtet.

Art. 2. Wenn die Tätigkeit eines Forst-, Landwirtschafts- oder Fischzuchtbetriebs den Verkehr eines oder mehrere Fahrzeuge auf Ufern, Deichen sowie auf Flußbetten und in den Furten der Wasserläufe erfordert, reicht der Antragsteller einen Antrag per Einschreibebrief bei der Direktion der Abteilung Natur und Forstwesen seines Amtsgebiets ein.

Der Antrag gibt die genaue Art der Arbeiten, deren Dauer bzw. Periodizität sowie den Typ und die Anzahl der zu benutzenden Fahrzeuge an.

Wenn die vorerwähnte Verwaltung ihren Beschluß binnen dreißig Tagen per Einschreibebrief nicht mitgeteilt hat, wird die Genehmigung als erworben betrachtet.

Bei Ablehnung der Genehmigung kann der Antragsteller binnen zehn Tagen nach der Mitteilung des Ablehnungsbeschlusses per Einschreibebrief beim Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen Berufung einlegen. Der Generalinspektor faßt einen Beschluß binnen sechzig Tagen.

Wenn die zuständige Behörde nicht binnen der erforderlichen Frist ihren Beschluß gefaßt hat, wird die Genehmigung als erworben betrachtet.

Art. 3. Wenn die im öffentlichen oder wissenschaftlichen Interesse bestellten Arbeiten den Verkehr von einem bzw. mehreren Fahrzeugen auf Ufern, Deichen sowie auf Flußbetten und in den Furten der Wasserläufe erfordern, wird ein Beschluß in derselben Form und binnen derselben Frist wie für die Tätigkeiten eines Forst-, Landwirtschafts- oder Fischzuchtbetriebs gefaßt, mit Ausnahme des Einspruchs, der binnen zehn Tagen nach Mitteilung der Ablehnungsbeschlusses beim Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt per Einschreibebrief eingereicht werden muß. Dieser faßt einen Beschluß innerhalb von dreißig Tagen.

Wenn die zuständige Behörde nicht binnen der erforderlichen Frist ihren Beschluß gefaßt hat, wird die Genehmigung als erworben betrachtet.

Art. 4. Der Veranstalter einer Sporttätigkeit, die das Fahren von einem bzw. mehreren Fahrzeugen auf Ufern, Deichen sowie auf Flußbetten und in den Furten der Wasserläufe erfordert, übermittelt dem mit der Naturerhaltung zuständigen Minister einen Antrag per Einschreibebrief über die Vermittlung des Generaldirektors der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt.

Der Antrag gibt die genaue Art dieser Tätigkeit, die Anzahl der Teilnehmer, die Anzahl und den Typ der Fahrzeuge, die Daten und die Stundenplanung an.

Wenn der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört, binnen sechzig Tagen seinen Beschluß nicht gefaßt hat, wird die Genehmigung als erworben betrachtet.

Art. 5. § 1. Die Genehmigung kann bedingungsweise gewährt werden.

Sie ist immer zeitlich begrenzt und darf sich nicht auf andere Tätigkeiten als diejenigen, die Gegenstand der Antragstellung sind, erstrecken.

§ 2. Die in § 1 erwähnte Genehmigung schließt die Beachtung anderer gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Bestimmungen nicht aus.

Art. 6. Bei außergewöhnlichen oder unvorhergesehenen Umständen, die zu einer Gefahr führen oder eine dringende Intervention erfordern, wird das Fahren von einem bzw. mehreren Fahrzeugen auf Ufern, Deichen sowie auf Flußbetten und in den Furten der Wasserläufe ohne Genehmigung erlaubt.

Eine Benachrichtigung hierüber wird sofort der für die Erteilung der Genehmigung zuständigen Behörde übermittelt.

Diese Benachrichtigung wird in kürzester Frist per Einschreibebrief bestätigt.

Art. 7. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Januar 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten,

J.-P. GRAFE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

VERTALING

N. 95 — 643

[C — WIN — I — 27131]

19 JANUARI 1995. — Besluit van de Waalse Regering houdendé de reglementering van de vergunningen voor het verkeer van niet voor de scheepvaart bestemde voertuigen op de oevers, de dijken alsook in de beddingen en wedden van de waterlopen, in uitvoering van artikel 58bis van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, inzonderheid op de artikelen 58bis tot 58quater, ingevoegd bij het decreet van 21 april 1994;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de noodzaak hydraulische werkzaamheden uit te voeren ter bescherming van de bewoonde gebieden en het bosbeheer voort te zetten;

Overwegende dat het, bij gebrek aan een andere bevredigende oplossing, van belang is het verkeer van niet voor de scheepvaart bestemde voertuigen toe te laten op de oevers en de dijken alsook in de beddingen en wedden van de waterlopen;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken en de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Wanneer hydraulische werkzaamheden het verkeer van één of meerdere voertuigen op de oevers en de dijken alsook in de beddingen en wedden van de waterlopen vereisen, licht de beheerder van de waterloop de Inspecteur-generaal van de Afdeling Natuur en Bossen er over in en organiseert hij een voorafgaand bezoek ter plaatse met de door de bovengenoemde ambtenaar aangewezen diensten.

De beheerder begeeft zich ter plaatse met de verkeersvoorschriften.

Het voor hydraulische werkzaamheden vereiste verkeer op de oevers, de dijken alsook in de beddingen en wedden van de waterlopen mag slechts plaatsvinden na machtiging door :

1° de Directeur-generaal van de "Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement" (Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu) als het gaat om een in artikel 58quater van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud bedoelde bevaarbare waterloop of om een niet bevaarbare waterloop van eerste categorie;

2° de Inspecteur-generaal van de Afdeling Natuur en Bossen als het om een andere niet bevaarbare waterloop gaat.

Als de bevoegde overheid haar beslissing niet binnen dertig dagen na het voorafgaande bezoek bij aangetekende brief heeft betekend, geldt de machtiging als verworven.

Als de vergunning geweigerd wordt, mag de eiser, binnen tien dagen na de kennisgeving van de beslissing tot weigering, bij aangetekende brief een beroep indienen bij de voor Natuurbehoud bevoegde Minister die binnen zestig dagen beslist.

Als de bevoegde overheid niet beslist heeft binnen de voorgeschreven termijn, geldt de vergunning als verworven.

Art. 2. Wanneer een bosbouw-, landbouw- of vissersactiviteit het verkeer van één of meerdere voertuigen op de oevers en de dijken alsook in de beddingen en wedden van de waterlopen vereist, dient de eiser een aanvraag bij aangetekende brief in bij de Directie van de Afdeling Natuur en Bossen van zijn ambtsgebied.

In de aanvraag wordt melding gemaakt van de juiste aard van de werkzaamheden, van de duur of de periodiciteit ervan alsook van het type en het aantal in dienst te stellen voertuigen.

Als voornoemd bestuur de beslissing niet binnen dertig dagen bij aangetekende brief heeft betekend, geldt de vergunning als verworven.

Als de vergunning geweigerd wordt, mag de eiser binnen tien dagen na kennisgeving van de beslissing tot weigering een beroep indienen bij de inspecteur-generaal van de Afdeling Natuur en Bossen, die binnen dertig dagen beslist.

Als de bevoegde overheid niet binnen de voorgeschreven termijn beslist heeft, geldt de vergunning als verworven.

Art. 3. Als wegens algemeen nut of om wetenschappelijke redenen vereiste werkzaamheden het verkeer vereisen van één of meer voertuigen op de oevers en de dijken alsook in de beddingen en wedden van de waterlopen, wordt in dezelfde vormen en termijnen als voor bosbouwactiviteiten beslist, met uitzondering van het beroep dat binnen tien dagen na kennisgeving van de beslissing tot weigering bij aangetekende brief moet worden ingediend bij de directeur-generaal van de Algemene Directie van Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, die binnen dertig dagen beslist.

Als de bevoegde overheid niet binnen de voorgeschreven termijn beslist heeft, geldt de vergunning als verworven.

Art. 4. De organisator van een sportactiviteit waarvoor het verkeer van één of meerdere voertuigen op de oevers en de dijken alsook in de beddingen en wedden van de waterlopen vereist wordt, stuurt, bij aangetekende brief en via de directeur-generaal van Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, een aanvraag aan de voor Natuurbehoud bevoegde Minister.

In de aanvraag wordt melding gemaakt van de juiste aard van de activiteit, van het aantal deelnemers, het aantal en het type voertuigen, de data en de uurregelingen.

Als de voor Natuurbehoud bevoegde Minister de beslissing niet binnen zestig dagen bij aangetekende brief heeft betekend, geldt de vergunning als verworven.

Art. 5. § 1. De vergunning kan onder voorwaarden afgegeven worden. Zij is altijd in de tijd beperkt en kan niet uitgebreid worden tot andere activiteiten dan degene die het voorwerp van de aanvraag hebben uitgemaakt.

§ 2. De in § 1 bedoelde vergunning sluit de naleving van andere wettelijke of reglementaire verplichtingen niet uit.

Art. 6. In buitengewone of onvoorziene omstandigheden die een gevaar inhouden of een dringende tussenkomst eisen, is het verkeer op de oevers of de dijken alsook in de beddingen en wedden van de waterlopen zonder vergunning toegelaten.

Een informatie hieromtrent moet onmiddellijk aan de voor de toelening van de vergunning bevoegde overheid gestuurd worden.

De informatie zal zo spoedig mogelijk bij aangetekende brief bevestigd worden.

Art. 7. De Minister tot wiens bevoegdheden Natuurbehoud behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 januari 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Openbare Werken,

J.-P. GRAFE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

F. 95 — 644

[C — WIN — I — 27134]

**26 JANVIER 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon
organisant la protection des cavités souterraines d'intérêt scientifique**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome et approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 100 et 130 S, 4;

Vu la Convention sur la conservation de la nature des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage et les annexes I et II, signées à Bonn le 23 juin 1979 et approuvées par la loi du 27 avril 1990;

Vu la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe et les annexes I, II, III et IV, signées à Berne le 19 septembre 1979 et approuvées par la loi du 20 avril 1989;

Vu la Directive 92/43/CEE du Conseil des Communautés européennes du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment les articles 1er, 3 et 4;